Autonomie et vieillissement. Le regard d'une juriste

Document Vidéo

Stéphanie Hennette Vauchez

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/revdh/8550>

DOI: 10.4000/revdh.8550

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Stéphanie Hennette Vauchez, « Autonomie et vieillissement. Le regard d'une juriste », *La Revue des droits de l'homme* [Online], 17 | 2020, Online since 22 February 2020, connection on 19 October 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/8550> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.8550>

This text was automatically generated on 19 October 2020.

Tous droits réservés

Autonomie et vieillissement. Le regard d'une juriste

Document Vidéo

Stéphanie Hennette Vauchez

This media file cannot be displayed. Please refer to the online document <http://journals.openedition.org/revdh/8550>

ABSTRACTS

En regard, Stéphanie Hennette-Vauchez rappelle que l'autonomie – entendue comme le fait de se donner sa propre loi – constitue une notion centrale de la pensée juridique. Ainsi, bien avant d'envisager le corps de la personne, le droit civil s'est intéressé à sa volonté. Puis, elle a montré que cette notion – qui n'est pas stabilisée et recèle encore de nombreuses questions quant à ses limites – n'est finalement qu'une fiction, dans la mesure notamment où la volonté est nécessairement dépendante de la relation à l'autre et de l'environnement dans lequel se situe celui qui consent. Faut-il pour autant abandonner le concept ? Sans doute pas, car notre droit ne saurait en trouver de meilleur. Mais il est nécessaire de sortir de la brutalité d'une conception trop binaire de l'autonomie, c'est-à-dire d'une distinction tranchée entre la personne autonome et capable et celle qui ne l'est pas. Stéphanie Hennette-Vauchez souligne alors que le régime de protection juridique des personnes tend à atténuer cette frontière entre capacité et incapacité, pour un plus grand respect de l'autonomie des personnes vulnérables parmi lesquelles peuvent se trouver les personnes âgées. Le droit de la santé serait en revanche resté en retrait de cette dynamique, de sorte qu'en situation de fin de vie, l'autonomie des personnes céderait encore le pas au pouvoir médical.

AUTHOR

STÉPHANIE HENNETTE VAUCHEZ

Professeure de droit public, Université Paris Nanterre